

Les nouveaux moteurs de la dynamique militaire américaine

La plupart des pays qui se trouvent confrontés à la nécessité de négocier un cadre sécuritaire avec les États-Unis comprennent de plus en plus que le stade de la réaction aux événements du 11 septembre 2001 est aujourd'hui dépassé. Il ne suffit plus de rehausser le niveau des contrôles aux frontières ou dans les aéroports pour rencontrer les attentes américaines. La question est maintenant d'accepter la mise en place d'un arsenal apte à sanctuariser le territoire américain tout en reconnaissant à Washington le contrôle sur une force de dissuasion sans égal et le pouvoir de faire les guerres que ce gouvernement juge justes. Le processus qui a présidé à la création d'une force internationale expéditionnaire en Irak est l'expression d'une dynamique avec laquelle ont à composer tous les partenaires économiques des États-Unis et notamment ceux qui aspirent au développement d'une relation privilégiée (comme les ex-pays de l'Est, le Royaume-Uni, le Canada et, éventuellement l'ensemble des pays susceptibles d'adhérer à la ZLÉA, dont six ont appuyé l'intervention en Irak). Le présent article a pour objectif d'identifier quelques clés du processus de transformation de l'approche américaine en matière de défense interpellant l'ensemble des États qui composent les Amériques.

La nouvelle doctrine américaine en matière de défense et son incarnation stratégique

Le gouvernement Bush a définitivement enterré plusieurs concepts militaires en vogue à l'époque de la guerre froide pour mettre en valeur une nouvelle approche misant sur des frappes préventives et unilatérales. Cette doctrine tire sa justification de la menace représentée par les « États voyous », mais, en fait, elle devient possible parce qu'aucune puissance n'est véritablement en mesure, pour l'instant du moins, d'imposer un autre agenda¹.

Cette doctrine américaine s'appuie sur une triade stratégique innovatrice. Les piliers traditionnels de la dissuasion (missiles nucléaires terrestres, maritimes et aériens) sont maintenant remplacés par (1) une capacité de frappe mixte alliant le nucléaire à l'armement conventionnel, (2) un système de défense active et (3) une base industrielle de défense vigoureuse. Tel qu'indiqué dans le plus récent *Nuclear Posture Review* (NPR)², ce concept a pris forme à la suite des accords sur le désarmement nucléaire. Pour le gouvernement américain la désactivation de milliers d'ogives nucléaires (autrefois pointées sur les pays communistes) n'était réalisable qu'à la condition de développer de nouvelles armes conventionnelles plus performantes, de déployer un bouclier de défense antimissile et de stocker les armements nucléaires au lieu de les détruire car, affirme Paul Wolfowitz, « le monde demeure dangereux et imprévisible »³.

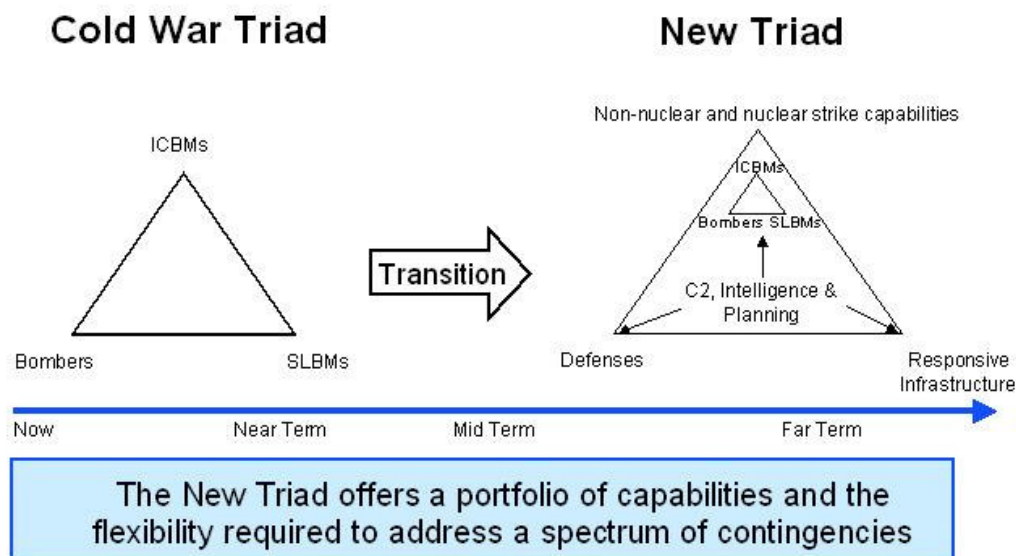
¹ L'armement nucléaire de la Chine est trop modeste (402 têtes nucléaires en 2002 soit 20 fois moins que les États-Unis) et le pays ne cherche pas à attiser les tensions internationales. Les autres puissances nucléaires sont soit membres de l'OTAN (Royaume-Uni et France) soit encore semi clandestines (Inde, Pakistan et Israël). Dans tous les cas l'armement stratégique demeure modeste.

² U.S. Department of Defense, *Nuclear Posture Review*, Washington, 2001.

³ Traduction libre d'un extrait reproduit dans David Krieger, « The US Nuclear Posture Review : Putting the Promise of Disarmament on the Shelf », *Forums Meeting Points*, 2002.

Cette vision stratégique se veut à la fois globale, sans égal et apte à exploiter les technologies les plus avancées. Washington affirme vouloir rassurer ses alliés en disposant d'une grande capacité de projection de force, dissuader d'éventuels compétiteurs, repousser les agresseurs et défaire ses ennemis⁴. Comme la palette des menaces s'est enrichie, allant de l'attaque nucléaire au terrorisme en passant par la lutte contre la drogue et l'immigration illégale, l'éventail des outils requis est diversifié.

A Capabilities Based Concept: The New Triad



La modernisation de l'arsenal

Le Pentagone ainsi que le Department of Homeland Security déploient donc un nouvel arsenal. La marine compte plusieurs nouveaux navires dont des porte-avions (classe Nimitz) et des frégates (Aegis), la flotte aérienne est en voie de renouvellement (C-17, F-22, F-35, etc.) et l'équipement terrestre devient plus mobile tout en accroissant sa capacité de réponse. Par ailleurs, l'armement nucléaire se modernise. Le bouclier de défense antimissile constitue une composante majeure de ce nouvel arsenal. Environ 800 milliards de dollars US auront été investis dans la nouvelle génération d'armement entre 1998 et 2010. Il s'agit d'une somme comparable à celle injectée lors de la précédente phase de renouvellement (1980-1988). Il faut cependant préciser que le prix des armements a grimpé de sorte, qu'une fois renouvelé, on comptera moins d'unités (moins d'avions, de blindés, etc.) mais la létalité de cet équipement sera plus importante.

⁴ US Department of Defense, *Quadrennial Defense Report 2001*, 2001,

Tableau 1
Quelques programmes américains de nouvelle génération

Programme	Budget global estimé en milliards de dollars US
Missile Defense (MD)	87 (1997-2009)
F-22	63
C-17	45
F-35	225
F-18 E/F	48
Frégates AEGIS	200
NSSN (sous-marins d'attaque)	65
Sous-marins stratégiques	45
V22 (avion hélicoptère)	38
UAV (avion sans pilote)	1 à 1,5 par année
Apache (hélicoptère)	7 (menacé d'annulation)
Canon mobile Stryker	4
Comanche (hélicoptère)	48
Système de combat satellisé	100M par année
Porte-avion CVN 77	7-10
Technologies de l'information	28
Programme de missiles nucléaires	6 par année
Missiles guidés	2G par année
Future Combat System	N.D. (3,2 en 2005)

Source : *Budgets*

L'entrée dans un nouvel âge nucléaire

À l'époque de la guerre froide les États-Unis possédaient plus de 10 000 têtes nucléaires. Leur nombre est aujourd'hui de 6 000 et l'objectif est de les réduire à 1 700 – 2 000 d'ici 2012⁵. Le NPR introduit et justifie les principaux paramètres stratégiques du nouvel armement nucléaire. La politique de Bush planifie un passage d'une doctrine de dissuasion à une doctrine de représailles⁶. Le gouvernement a la responsabilité, précise le NPR, de prévoir une force de frappe nucléaire adaptée aux menaces contemporaines. La National Nuclear Security Administration⁷ reconnaît ne pas vouloir réduire l'effort en matière de recherche dans l'optique de développer de nouvelles armes plus petites et aptes, par exemple, à répondre à des besoins ponctuels tels la destruction de cibles dures⁸. Pour l'instant, on prévoit respecter le moratoire sur les essais nucléaires de 1992, mais, en même temps, on affirme travailler à l'amélioration de la capacité du Department of Energy (DOE) à mener des

⁵ Annonce du 13 novembre 2001 donnant suite aux conclusions du traité START II.

⁶ Voir Amy Wolf, « The Nuclear Posture Review : Overview and Emerging Issues », *CRS Report to Congress*, 31 janvier 2002.

⁷ Créée par le Congrès en 2000 en vue de regrouper les différents domaines d'intervention du Department of Energy en matière d'armement nucléaire.

⁸ Bunker profondément enfoui dans le sol, etc. Une hypothèse jamais écartée par le gouvernement et que le Center for Global Security and Health associe à des travaux menés depuis 1997. Voir CGSH, *A Summary of Elements Concerning Nuclear Weapons in the Report to Congress on the Defeat of Hard and Deeply Buried Targets*, 2001. On reconnaissait en avril 2002 mener des études de faisabilité sur le développement de mini armes nucléaires. Voir Charles Ferguson, *Mini-Nuclear Weapons and the U.S. Nuclear Posture Review*, CNS, Monterey Institute of International Studies, 8 avril 2002.

tests sur de nouvelles ogives⁹. Depuis 2001, le gouvernement affecte 250 millions de dollars par année à la recapitalisation de ses infrastructures dédiées aux armes nucléaires¹⁰. Même si la perspective du déploiement de mini armes nucléaires semble improbable pour l'instant, on ne peut écarter l'hypothèse d'une progression de la force de frappe américaine dans cette direction.

L'industrie de défense comme vecteur de la domination

Sur un autre registre, il faut souligner l'importante mutation observée au sein de l'industrie militaire au fil de la dernière décennie. À la fin de la guerre froide les grandes puissances disposaient de deux ou trois firmes majeures dans chaque domaine de l'expertise en défense. Au fil des années la rationalisation dans les métiers militaires a fait émerger des champions nationaux qui, depuis le début du nouveau millénaire, se regroupent pour donner naissance à la première génération de multinationales de l'armement. Ces dernières, dont 70% sont américaines, contrôlent toutes les grandes technologies occidentales et assument la maîtrise d'oeuvre de la plupart des programmes majeurs. En outre leur rayonnement gagne en importance au fur et à mesure que progresse la présence privée au sein de l'organisation de défense.

Ici le gouvernement américain dispose des intégrateurs les mieux financés et les plus aptes à prendre le contrôle des programmes d'armement à l'échelle de l'OTAN, voir de l'ensemble de l'Occident. Ils sont évidemment en mesure de contrôler la base industrielle de défense des Amériques où, aujourd'hui, le Brésil est la seule poche de résistance significative. Même le Canada, qui a pourtant longtemps cherché à garder une base industrielle de défense autonome pouvant développer des partenariats avec l'Europe, baisse actuellement pavillon. En outre, après une période marquée par l'émergence de géants européens (EADS, Thales, BAE) entre 1999 et 2001, la montée en force des grandes sociétés américaines en terre européenne est de nouveau à l'ordre du jour comme en témoignent actuellement les efforts de General Dynamics en vue d'intégrer l'industrie européenne de l'armement terrestre (Mowag, Santa-Barbara, visées sur Alvis, etc.). Ce processus d'intégration sous domination américaine n'est pas sans incidence sur la liberté de manoeuvre des États au plan politique et stratégique.

Un politique sécuritaire hémisphérique autonome sous domination américaine

Au sein des Amériques, les États-Unis travaillent à développer une toile de coopération militaire en s'appuyant principalement sur les structures de l'Organisation des États américains (OÉA) et différents accords bilatéraux. Cette stratégie s'inscrit dans la ligne de la doctrine Munroe (1823) refusant toute ingérence étrangère à l'échelle de l'hémisphère mais préservant le droit des États-Unis d'intervenir là où leurs intérêts le commandent. Créée en 1995 dans le cadre de l'OÉA, la Commission sur la sécurité continentale (CSC) a vu son mandat élargi en 2001. Les États-Unis misaient sur la conférence de Mexico d'octobre 2003 pour créer

⁹ Voir la présentation du directeur de la Nuclear Security Administration, *Special Briefing on the Nuclear Posture Review*, présentée le 9 janvier 2002 et diffusé par le Département de la défense sur DefenseLink (www.defenselink.mil/news/jan2002).

¹⁰ Voir National Nuclear Administration Programs, *Budget Request FY 2003*.

le cadre sécuritaire devant accompagner la ZLÉA mais l'exercice s'est conclu sur un texte plutôt vague, notamment en regard de l'objectif de donner priorité à la lutte contre le terrorisme. Jusqu'à maintenant un système à deux vitesses s'est mis en place. En Amérique latine, où les préoccupations de nature économique dominent, le cadre sécuritaire est encore mal défini. En Amérique du Nord, par contre, les États-Unis sont parvenus à imposer leur politique sécuritaire et à placer le territoire sous une structure militaire plus unifiée. Ce système à deux vitesses est la résultante des réticences de pays latino-américains. Mais cela ne correspond pas à la vision idéale d'un environnement en marche vers l'unification économique. Il est donc prévisible que de nouveaux efforts seront déployés en vue d'évoluer vers un plus haut niveau d'intégration.

À une époque où se multiplient les thèses annonçant une dynamique économique multipolaire à l'échelle internationale, on doit nécessairement prendre en compte le point de vue de Washington sur la stabilité du monde et prendre acte des choix stratégiques et technologiques lui conférant une position dominante. S'il est vrai que l'Europe a créé l'Eurocorps¹¹, l'Eurofor¹² et l'Euromarfor¹³, semant ainsi les graines d'une nouvelle force militaire unifiée, il ne faut pas perdre de vue que la démarche est laborieuse. À l'Est, la création de l'Organisation de coopération de Shangaï (juin 2001) réunissant la Russie, la Chine et quatre républiques d'Asie/Océanie centrale fait émerger une alliance économique susceptible de consolider la relance russe et le processus de croissance économique de la Chine. Les signataires répètent toutefois que leur coopération allège le dispositif de défense à leurs frontières mais ne poursuit pas de visées militaires, même si le traité sino-russe de juillet 2001 exprime clairement la volonté de contenir l'influence américaine et propose de soutenir de nouveaux concepts de sécurité¹⁴. L'exploitation que Washington fait de l'OTAN (notamment par l'intermédiaire des nouveaux adhérents à l'organisation comme la Pologne et la Hongrie) et ses partenariats avec le Japon et l'Australie en Asie (on évoque depuis 2001 la possibilité de mettre sur pied une mini-OTAN pour l'Asie avec ces deux pays, la Malaisie et l'Indonésie), freine les efforts visant à faire émerger de nouveaux contre-pouvoirs au plan militaire.

Cette dynamique permet de resituer le processus d'unification à l'échelle des Amériques. Si, pour des raisons économiques, les pays interpellés adhèrent à l'agenda sécuritaire des États-Unis ils devront vivre avec la nouvelle doctrine de défense et la domination sans partage au plan technologique et industriel que Washington est à mettre en place. Il restera alors à déterminer s'il s'agit d'une avancée pour l'humanité.

¹¹ Structure militaire créée en 1992 et à laquelle participent la Belgique, la France, l'Allemagne, le Luxembourg et l'Espagne. (L'Autriche, la Finlande, la Grèce, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Pologne, la Turquie et le Canada y associent également des troupes).

¹² Force européenne d'intervention rapide.

¹³ Force européenne maritime.

¹⁴ Kuang Ji, « Chine et Russie : de bons voisins », *bjninformation.com*, juillet 2001.